

## **PRESENTATION GENERALE**

Un attribut est un critère d'information rattaché à une opération ou à un ensemble d'opérations, ou encore à un tiers, qui permet soit de ventiler le solde d'une rubrique comptable, soit de compléter cette rubrique d'une caractéristique supplémentaire (nombre, volume, ...).

Les attributs sont des spécifications complémentaires qui peuvent être qualifiées d'extra-comptables dans la mesure où ils ne sont pas inclus directement dans le plan de comptes, mais viennent s'y intégrer soit par un système de matrices, soit par un système d'extraction d'informations sur un compte ou un tiers (base tiers), soit par une combinaison des deux systèmes.

L'attribut permet :

- d'une part, d'analyser chaque type d'opération en fonction de ses caractéristiques (durée initiale, durée résiduelle, monnaie, éligibilité d'une créance au refinancement ...) et des caractéristiques de la contrepartie (statut de résidence, statut économique de l'agent, liens avec le groupe ...),
- et d'autres part, d'obtenir un nombre important de solutions combinatoires "comptes/attributs" sans alourdir le plan de comptes. L'attribut, de par son affectation à un compte ou à un groupe de comptes, doit permettre de respecter les contraintes de la piste d'audit.

Les établissements de crédit doivent être en mesure, par tout moyen à leur convenance, de gérer les attributs réglementaires. Ils sont tenus de justifier, par un inventaire, les différents montants figurant sur chacun des états produits (états réglementaires, états de synthèse) et issus de la gestion des attributs.

La liste des attributs réglementaires est la suivante :

- A - Résidence
- B - Monnaie
- C - Agent économique
- D - Section d'activité
- E - Eligibilité
- F - Garantie
- G - Type de biens financés par les crédits aux particuliers
- H - Durée initiale
- I - Durée résiduelle
- J - Crédits sur ressources affectées
- K - Crédits restructurés
- L - Ancienneté des impayés et durée du gel
- M - Objet économique des créances en souffrance
- N - Emplois nouveaux et ressources nouvelles
- O - Lien d'apparenté
- P - Réseau
- Q - Cotation des titres
- R - Nature des titres
- S - Support des valeurs en pension
- T - Nature du taux
- U - Nature de Swaps
- V - Créances irrégulières

Chacun des attributs susvisés fait l'objet d'une fiche individuelle qui donne la définition et les observations y afférentes.

## A - RESIDENCE

### A - 100 : RESIDENTS

A - 110 : Résidents marocains

A - 120 : Résidents étrangers

### A - 200 : NON RESIDENTS

A - 210 : Non résidents marocains (marocains résidants à l'étranger)

A - 220 : Non résidents étrangers

A - 221 : Non résidents étrangers des pays membres de l'OCDE et assimilés

A - 222 : Non résidents étrangers des autres pays

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Sont considérés comme résidents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les personnes physiques marocaines ou étrangères ayant leur principal centre d'intérêt au Maroc.</li><li>• les fonctionnaires et autres agents publics marocains en poste à l'étranger,</li><li>• les personnes morales marocaines ou étrangères pour leurs établissements situés au Maroc.</li></ul> <p>Sont considérés comme non-résidents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les personnes physiques marocaines ou étrangères ayant leur principal centre d'intérêt à l'étranger,</li><li>• les fonctionnaires et autres agents publics étrangers en poste au Maroc,</li><li>• les personnes morales marocaines ou étrangères pour leurs établissements situés à l'étranger.</li></ul> <p>Le centre d'intérêt est considéré au Maroc lorsque le domicile principal, c'est à dire le lieu d'habitation occupé le plus fréquemment, se trouve au Maroc. Le critère du domicile principal prévaut toujours sur celui du lieu de l'activité professionnelle.</p>

Les banques installées dans les zones ou places offshore, situées au Maroc, sont considérées comme résidentes au Maroc.

Les pays membres de l'OCDE et assimilés regroupent :

- les pays membres de l'Union Européenne ou faisant partie de l'accord sur l'Espace Economique Européen (EEE) et qui sont :

Allemagne ; France ; Luxembourg ; Autriche ; Grèce ; Norvège ; Belgique ; Irlande ; Pays-Bas ; Danemark ; Islande ; Portugal ; Espagne ; Italie ; Royaume-Uni ; Finlande ; Liechtenstein ; Suède

- et les pays ci-après :

— Australie; Japon; République tchèque; Canada; Mexique; Suisse; Etats-Unis; Nouvelle-Zélande; Turquie (autres pays de l'OCDE),

— l'Arabie saoudite (seul membre assimilé pour le moment, qui a conclu des accords spéciaux de prêt avec le FMI dans le cadre des accords généraux d'emprunt du FMI).

Le critère de résidence s'applique au titulaire d'un compte, au bénéficiaire d'un crédit, à la contrepartie d'une opération interbancaire et à l'émetteur ou au souscripteur d'un titre.

**B - MONNAIE**

B - 100 : MONNAIE LOCALE

B - 110 : Dirham

B - 120 : Dirham convertible

B - 200 : MONNAIES ETRANGERES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
L'attribut " monnaie " est géré dans le plan de comptes et ce conformément aux dispositions de la section 3 " Opérations en devises " .

## C - AGENT ECONOMIQUE

### C - 010 : BANQUES CENTRALES

C - 011 : Bank Al-Maghrib

C - 012 : Banques centrales à l'étranger

### C - 020 : TRESOR PUBLIC

### C - 030 : SERVICE DES CHEQUES POSTAUX

### C - 100 : ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

C - 110 : Etablissements de crédit installés au Maroc

C - 111 : Banques installées au Maroc

C - 112 : Sociétés de financement installées au Maroc

C - 120 : Etablissements de crédit assimilés installés au Maroc

C - 121 : Caisse de Dépôt et de Gestion

C - 122 : Caisse Centrale de Garantie

C - 123 : Caisse d'Epargne Nationale

C - 124 : Banques offshore installées au Maroc

C - 125 : Associations de micro-crédit

C - 130 : Etablissements de crédit installés à l'étranger

C - 140 : Banques multilatérales de développement

C - 150 : Organismes financiers internationaux

C - 190 : Autres organismes bailleurs de fonds

### C - 200 : clientèle financière

C - 210 : Compagnies d'assurances et de réassurances

C - 220 : Organismes de prévoyance et de retraite

C - 230 : OPCVM

C - 231 : OPCVM monétaire de capitalisation

C - 232 : OPCVM monétaire de distribution

C - 236 : OPCVM non monétaire de capitalisation

C - 237 : OPCVM non monétaire de distribution

C - 240 : Fonds de placements collectifs en titrisation

C - 250 : Sociétés de bourse

C - 270 : Sociétés de gestion de portefeuille

C - 280 : Compagnies financières

C - 290 : Autre clientèle financière

C - 300 : clientèle non financière

C - 310 : Entreprises non financières publiques

C - 320 : Sociétés non financières privées

C - 330 : Entrepreneurs individuels

C - 340 : Particuliers

C - 341 : Personnel de l'établissement

C - 342 : Autres particuliers

C - 350 : Administrations publiques

C - 351 : Administrations Centrales

C - 352 : Administrations locales

C - 360 : Institutions à but non lucratif

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les agents économiques se ventilent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les banques centrales ;</li><li>• le Trésor public ;</li><li>• le service des chèques postaux ;</li><li>• les établissements de crédit et assimilés ;</li><li>• la clientèle financière ;</li><li>• la clientèle non financière.</li></ul> <p><b><u>Les établissements de crédit et assimilés regroupent :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les établissements de crédit résidents soumis à la loi bancaire à savoir, les banques et les sociétés de financement dont la liste est établie par Bank Al Maghrib ;</li><li>• les établissements de crédit assimilés résidents, à savoir la Caisse de Dépôts et de Gestion, la Caisse Centrale de Garantie, la Caisse d'Epargne Nationale, les banques offshore installées au Maroc et les associations de micro-crédit ;</li><li>• les entreprises qui à l'étranger effectuent à titre habituel des opérations de banque (établissements de crédit à l'étranger y compris les succursales et les agences à l'étranger d'établissements de crédit marocains).</li></ul>

- es banques multilatérales de développement suivantes :
  - Banque Européenne d'Investissement (BEI)
  - Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ( Banque mondiale )
  - Société Financière Internationale
  - Banque Arabe pour le Développement en Afrique
  - Banque Islamique de Développement
  - Banque Asiatique de Développement
  - Banque Africaine de Développement
  - Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe (ou Fonds de Rétablissement du Conseil de l'Europe)
  - Banque Nordique d'Investissement
  - Banque de Développement des Caraïbes
  - Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)
  - Banque Inter-Américaine de Développement ;
- les organismes financiers internationaux : Fonds monétaire international (F.M.I) , Banque des règlements internationaux (B.R.I) , Fonds monétaire arabe (F.M.A) ;
- les autres organismes bailleurs de fonds tels que le Fonds Arabe du Développement Economique et Social (FADES), l'Agence Américaine Internationale pour le Développement (Usaid) et le Fonds Kowetien (FKDEA) .

**La clientèle financière regroupe :**

- les compagnies d'assurances et de réassurances (y compris la Smaex) ;
  - les organismes de prévoyance et de retraite ;
  - les OPCVM à savoir, les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) et les fonds communs de placement (FCP). Ils doivent être distingués d'une part, entre OPCVM monétaires et non monétaires et d'autre part, entre OPCVM de capitalisation et OPCVM de distribution ;
  - les Fonds de placements collectifs en titrisation ;
  - les sociétés de bourse ;
  - les sociétés à capital fixe ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières ;
  - les compagnies financières telles que définies par la loi bancaire ;
- les autres clientèles financières dont notamment les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers d'assurance, les agents d'assurance, les agents de change, le dépositaire central...



**La clientèle non financière regroupe :**

- les entreprises publiques non financières : ce sont d'une part, les établissements publics à caractère industriel ou commercial (ces établissements sont parfois dénommés Offices) et d'autre part, les sociétés contrôlées directement ou indirectement par l'Etat ou par ces établissements publics ainsi que leur filiales ;
- les sociétés non financières privées : ce sont les entreprises non financières, à capital social privé ayant la forme juridique de sociétés ou sous forme de groupement d'intérêt économique. Les différents types de sociétés concernées sont les sociétés civiles et commerciales (sociétés dotées d'une personnalité morale) et les sociétés en participation et de fait (sociétés non dotées d'une personnalité morale) ;
- les entrepreneurs individuels : ce sont des personnes physiques disposant d'entreprises individuelles dont la personnalité juridique n'est pas distincte de celle de ces entrepreneurs ( artisans, commerçants, membres de professions libérales...) ;
- les particuliers c'est-à-dire les personnes physiques autres que les entrepreneurs individuels qui jouissent d'une autonomie de dépense et dont la fonction principale est la consommation (salariés, fonctionnaires, clients de passage...) ;
- les administrations publiques : c'est l'ensemble des unités disposant de l'autonomie de décision et dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non marchands et accessoirement marchands destinés à la collectivité et/ou à effectuer des opérations de redistribution des ressources et des richesses nationales ; ces administrations publiques peuvent être centrales ou locales :
  - l'administration centrale est constituée par l'Etat, les organismes qui en dépendent (Ministères, Directions, Divisions, services centraux ou services directement dépendants des instances centrales) à l'exclusion du Trésor public, ainsi que par les organismes publics de production à dominance non marchande et à compétence fonctionnelle spécialisée (universités, théâtre...) ;
  - les administrations locales comprennent les régions, les provinces, les préfectures, les communes et les autres administrations locales ;
- les institutions sans but lucratif : ce sont des institutions produisant principalement des services non marchands destinés à des catégories particulières de ménages (organisations professionnelles, syndicats ouvriers, associations à caractère culturel, artistique, familiale, religieux...)

La ventilation demandée pour l'attribut " Agent économique " porte sur les opérations interbancaires, les dépôts, les crédits (par décaissement et par signature) et les titres. Concernant les titres, la ventilation par agent économique se fait par référence à l'émetteur du titre.

## D - SECTIONS D'ACTIVITE

- D - 010 : Agriculture, Chasse, sylviculture
- D - 020 : Pêche, Aquaculture
- D - 030 : Industries extractives
- D - 040 : Industries alimentaires
- D - 050 : Industrie textile, de l'habillement et du cuir
- D - 060 : Industries chimiques et parachimiques
- D - 070 : Industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques (IMMEE)
- D - 080 : Industries diverses
- D - 090 : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
- D - 100 : Bâtiments et travaux publics
- D - 110 : Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques
- D - 120 : Hôtels et restaurants
- D - 130 : Transports et communications
- D - 140 : Activités financières
- D - 150 : Administrations publiques
- D - 160 : Autres sections

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les établissements de crédit doivent être en mesure de ventiler l'encours des crédits distribués entre les sections d'activités mentionnées ci-dessus.</p> <p>La correspondance entre les sections d'activité et les différentes branches d'activité telle qu'elle ressort de la " Nomenclature marocaine des activités économiques " approuvée par le décret n°2-97-876 du 17 ramadan 1419 (5 janvier 1999).</p>

## CORRESPONDANCE ENTRE LES SECTIONS D'ACTIVITE ET LES BRANCHES D'ACTIVITE

-----

Intitulés des sections et des sous sections	Intitulés des branches
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture, chasse et sylviculture</li> <li>- Pêche, aquaculture</li> <li>- Industries extractives</li> <li>- Industries alimentaires</li> <li>- Industrie textile, de l'habillement et du cuir</li> <li>- Industrie chimique et parachimique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>01- Agriculture, Chasse, Services annexes</li> <li>02- Sylviculture, Exploitation forestière, Services annexes</li> <li>05- Pêche, Aquaculture</li> <li>10- Extraction de houille, de lignite et de tourbe</li> <li>11- Extraction d'hydrocarbures, services annexes</li> <li>13- Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques</li> <li>14- Autres industries extractives</li> <li>15- Industries alimentaires</li> <li>16- Industrie du Tabac</li> <li>17- Industrie textile</li> <li>18- Industrie de l'habillement et des fourrures</li> <li>19- Industrie du cuir et de la chaussure</li> <li>24- Industrie chimique</li> <li>25- Industrie du caoutchouc et des plastiques</li> </ul>

<b>Intitulés des sections et sous sections</b>	<b>Intitulés des branches</b>
--	-------------------------------

<p>- Industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques (IMMEE)</p>	<p>27- Métallurgie 28- Travail des métaux 29- Fabrication de machines et équipements 30- Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique 31- Fabrication de machines et appareils électriques 32- Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication 33- Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie 34- Industrie automobile 35- Fabrication d'autres matériels de transport</p>
<p>- Industries diverses</p>	<p>20- Travail du bois et fabrication d'articles en bois 21- Industrie du papier et du carton 22- Edition, imprimerie, reproduction 23- Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires 26- Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques 36- Fabrication de meubles, industries diverses 37- Récupération</p>
<p>- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</p>	<p>40- Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur</p>
<p>- Bâtiment et travaux publics</p>	<p>41- Captage, traitement et distribution d'eau  45- Bâtiment et travaux publics</p>

Intitulés des sections et des sous sections	Intitulés des branches
- Commerce, réparation automobile et articles domestiques	50- Commerce et réparation automobile 51- Commerce de gros et intermédiaires du commerce 52- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques
- Hôtels et restaurants	55- Hôtels et restaurants
- Transports et communications	60- Transports terrestres 61- Transports par eau 62- Transports aérien 63- Services auxiliaires des transports 64- Postes et télécommunications
- Activités financières	65- Intermediation financière 66- Assurance 67- Auxiliaires financiers et d'assurance
- Administration publique	75- Administration publique
- Autres sections	70- Activités immobilières 71- Location sans opérateurs 72- Activités informatiques 73- Recherche et développement 74- Services fournis principalement aux entreprises 80- Education 85- Santé et action sociale 90- Assainissement, voirie et gestion de déchets 91- Activités associatives

Intitulés des sections et des sous sections	Intitulés des branches
	92- Activités récréatives, culturelles et sportives 93- Services personnels 95- Services domestiques 99- Activités extra territoriales





**E - ELIGIBILITE**

E - 100 : ACTIFS ELIGIBLES AUX REFINANCEMENTS DE BANK-AL-MAGHRIB

E - 200 : ACTIFS ELIGIBLES AU MARCHE HYPOTHECAIRE

E - 300 : ACTIFS NON ELIGIBLES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les établissements de crédit doivent être en mesure d'identifier les crédits et les titres éligibles aux refinancements de Bank Al-Maghrib, ainsi que les prêts éligibles au marché hypothécaire.</p> <p>Les concours éligibles aux interventions de ces institutions sont ceux qui répondent aux conditions générales et particulières auxquelles ces institutions subordonnent leurs interventions.</p>

**F - GARANTIES ADOSSEES AUX CREDITS**

F - 100 : GARANTIES DE NIVEAU 1

F - 200 : GARANTIES DE NIVEAU 2

F - 300 : GARANTIES DE NIVEAU 3

F - 400 : GARANTIES DE NIVEAU 4

F - 500 : GARANTIES DE NIVEAU 5

**DEFINITION ET OBSERVATIONS**

Les établissements de crédit doivent être en mesure de ventiler les crédits (par décaissement et par signature) consentis à la clientèle et aux établissements de crédit en fonction des garanties adossées à ces crédits. Les garanties prises en considération sont celles prévues par les différentes règles prudentielles (solvabilité, division des risques et provisionnement des créances en souffrance) ; elles sont réparties en 5 niveaux.

- **Garanties de niveau 1.**

- Garantie de l'Etat et de la Caisse Centrale de Garantie (C.C.G);
- Les dépôts de fonds;
- Nantissement de titres émis ou garantis par l'Etat;
- Nantissement de comptes à terme, de bons de caisse ou de certificats de dépôts émis par l'établissement bancaire concerné;
- Garanties reçues des institutions et des fonds marocains de garantie des crédits (Fonds de Garantie des crédits Jeunes Promoteurs, Fonds de Garantie des Prêts d'investissement en faveur des Petites et Moyennes Entreprises Exportatrices, Fonds de Garantie des Crédits pour le développement des Provinces du Nord).

- **Garanties de niveau 2.**

- Garanties reçues des banques marocaines, de la Caisse Marocaine des Marchés (CMM), de Dar Ad-Damane, de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et de la Société Marocaine d'Assurance à l'Exportation (SMAEX);
- Garanties reçues des banques installées dans les pays membres de l'OCDE et des pays ayant conclu des accords spéciaux de prêts avec le FMI;
- Garanties reçues des banques installées dans des pays autres que ceux sus-visés lorsque l'échéance résiduelle des crédits garantis n'excède pas douze mois.
- Nantissement des titres émis par les banques multilatérales de développement et les organismes assimilés;
- Nantissement des bons de caisse et de certificats de dépôts émis par les autres banques;

Garanties reçues par les Fonds et Institutions marocaines de Garanties des crédits susvisés.

- **Garanties de niveau 3.**

- Hypothèques de 1er rang reçues en couverture des crédits à l'habitat;
- Nantissement de marchés publics.

- **Garanties de niveau 4.**

- Hypothèques de 1er rang sur des biens immobiliers reçus en couverture des crédits autres que ceux de l'habitat.

- **Garanties de niveau 5.**

- Autres garanties (toutes garanties non prises en comptes dans les niveaux 1 à 4).

Cet attribut permet de faciliter le calcul du ratio de solvabilité, du coefficient de division des risques et des provisions pour créances en souffrance.

La ventilation des crédits en fonction des garanties adossées aux crédits doit s'effectuer globalement par client et non par nature de crédit. Les utilisations de crédit (par décaissement et par signature) d'un même client sont donc regroupées avant d'être ventilées en fonction des garanties adossées.

Pour obtenir le niveau de synthèse demandé, il est essentiel de classer les différentes natures de garanties (garantie de l'Etat, garantie de la CCG, cautions bancaires, hypothèque,...) en sous-attribut qui pourront éventuellement être déplacés d'un niveau à l'autre en fonction de l'évolution des textes réglementaires.

**G - TYPE DE BIENS FINANCES PAR LES CREDITS AUX PARTICULIERS**

G - 100 : VEHICULES AUTOMOBILES LEGERS

G - 110 : Véhicules neufs

G - 120 : Véhicules d'occasion

G - 200 : BIENS D'EQUIPEMENT MENAGER

G - 210 : Meubles

G - 220 : Appareils ménagers

G - 230 : Appareils électroménagers

G - 240 : Autres biens d'équipement

DEFINITION ET OBSERVATIONS
Les crédits aux particuliers doivent être ventilés par types de bien financés selon le plan ci-dessus.

## H - DUREE INITIALE

H - 100 : DURÉE INFÉRIEURE À 1 AN

H - 200 : DUREE SUPERIEURE A 1 AN ET AU PLUS EGALE A 2 ANS

H - 300 : DUREE SUPERIEURE A 2 ANS ET AU PLUS EGALE A 5 ANS

H - 400 : DUREE SUPERIEURE A 5 ANS ET AU PLUS EGALE A 7 ANS

H - 500 : DUREE SUPERIEURE A 7 ANS

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>La durée initiale est celle initialement prévue dans le contrat de prêt, d'emprunt ou autres. Pour chaque type d'opération, la durée initiale doit être distinguée selon le plan défini ci-dessus.</p> <p>La durée initiale se détermine contrat par contrat, opération par opération : interbancaire, crédits, dépôts, opérations de change ...</p> <p>Cet attribut s'applique aux emplois et ressources ayant une échéance contractuelle.</p>

## I - DURÉE RÉSIDUELLE

I - 100 : DURÉE INFÉRIEURE À 1 AN

I - 110 : Durée au plus égale à 1 mois

I - 120 : Durée supérieure à 1 mois et au plus égale à 3 mois

I - 130 : Durée supérieure à 3 mois et au plus égale à 6 mois

I - 140 : Durée supérieure à 6 mois et au plus égale à 1 an

I - 200 : DUREE SUPERIEURE A 1 AN ET AU PLUS EGALE A 2 ANS

I - 300 : DUREE SUPERIEURE A 2 ANS ET AU PLUS EGALE A 5 ANS

I - 400 : DUREE SUPERIEURE A 5 ANS ET AU PLUS EGALE A 7 ANS

I - 500 : DUREE SUPERIEURE A 7 ANS

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>La durée résiduelle de chaque opération est celle comprise entre la date d'arrêté des états périodiques et l'échéance finale contractuelle. Pour chaque type d'opération, la durée résiduelle doit être distinguée selon le plan défini ci-dessus.</p> <p>Cet attribut s'applique aux emplois, aux ressources et aux engagements hors bilan ayant une échéance contractuelle.</p> <p>Pour les emplois et ressources remboursables suivant un échéancier de plus d'une échéance, la durée résiduelle se calcule par rapport à l'échéance finale de chacune des tombées d'échéancier.</p> <p>Pour les facilités de caisse confirmées par l'établissement de crédit, la durée résiduelle se calcule par rapport à la date d'échéance de l'autorisation.</p>

**J - CREDITS SUR RESSOURCES AFFECTEES**

J - 100 : CREDITS SUR RESSOURCES AFFECTEES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les crédits sur ressources affectées sont ceux consentis dans le cadre des financements spécifiques obtenus par l'établissement notamment de l'Etat, des banques multilatérales de développement, d'organismes financiers internationaux ou d'autres organismes bailleurs de fonds.</p>

## K - CREDITS RESTRUCTURES

### K - 100 : CREDITS RESTRUCTURES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les crédits consolidés ou restructurés sont les crédits ayant connu des difficultés de remboursement et pour lesquels la banque a réaménagé soit l'échéancier, soit le taux d'intérêt, soit le capital (une remise sur le capital), soit une combinaison de ces trois éléments.</p>



**L - DUREE DES IMPAYES ET DUREE DU GEL DU COMPTE**

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les établissements de crédit doivent être en mesure de cerner la durée des créances impayées et la durée du gel des comptes ordinaires. Les différentes durées à prendre en considération sont celles retenues par les règles en vigueur relatives à la classification des créances en souffrance.</p> <p><b><u>Durée d'un impayé</u></b></p> <p>La durée d'une créance impayée est celle comprise entre l'échéance de cette créance et la date d'arrêté des états périodiques.</p> <p><b><u>Durée du gel</u></b></p> <p>La durée du gel d'un compte ordinaire est celle comprise entre la date du dernier mouvement significatif au crédit et la date d'arrêté des états périodiques.</p>

**M - OBJET ECONOMIQUE D'ORIGINE DES CREANCES EN SOUFFRANCE**

**M - 100 : OBJET ECONOMIQUE D'ORIGINE DES CREANCES PREDOUTEUSES**

M - 110 : comptes ordinaires pré-douteux

M - 120 : crédits de trésorerie pré-douteux

M - 121 : créances commerciales pré-douteuses

M - 122 : crédits à l'exportation pré-douteux

M - 123 : crédits de financement de stocks pré-douteux

M - 124 : crédits de financement de marché pré-douteux

M - 125 : avances sur avoirs financiers pré-douteuses

M - 126 : autres crédits de trésorerie pré-douteux

M - 130 : Crédits à l'équipement pré-douteux

M - 140 : Crédits à la consommation pré-douteux

M - 150 : Crédits à l'immobilier pré-douteux

M - 160 : Autres crédits à la clientèle pré-douteux

**M - 200 : OBJET ECONOMIQUE DES CREANCES DOUTEUSES**

M - 210 à M - 260 : selon la même ventilation que les créances pré-douteuses

**M - 300 : OBJET ECONOMIQUE DES CREANCES COMPROMISES**

M - 310 à M - 360 : selon la même ventilation que les créances pré-douteuses et douteuses

DEFINITION ET OBSERVATIONS
Les établissements de crédit doivent être en mesure de ventiler les créances en souffrance (pré-douteuses, douteuses et compromises) suivant leur objet économique d'origine.

## N - EMPLOIS NOUVEAUX / RESSOURCES NOUVELLES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les établissements de crédit doivent identifier le montant des emplois nouveaux et le montant des ressources nouvelles au cours d'une période donnée.</p> <p>Les emplois nouveaux à identifier concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les déblocages à la clientèle de crédits amortissables,</li><li>- les déblocages des prêts de trésorerie à terme, des prêts financiers et des prêts subordonnés,</li><li>- les remboursements de dépôts à terme, des emprunts de trésorerie à terme, des emprunts financiers et des emprunts subordonnés,</li><li>- les acquisitions de titres (autres que les titres de transaction),</li><li>- les acquisitions d'immobilisations.</li></ul> <p>Les ressources nouvelles à identifier concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les dépôts à terme,</li><li>- les emprunts de trésorerie à terme, les emprunts financiers et les emprunts subordonnés,</li><li>- les remboursements de la clientèle de crédits amortissables,</li><li>- les remboursements des prêts de trésorerie à terme, les emprunts financiers et les emprunts subordonnés</li><li>- les cessions de titres (autres que les titres de transaction),</li><li>- les cessions d'immobilisations (produits de cession),</li><li>- les subventions et fonds publics affectés,</li><li>- les augmentations de capital en numéraire.</li></ul>

## O - LIEN D'APPARENTE

### O - 100 : LIEN D'APPARENTE - AMONT

O - 110 : Actionnaires détenant plus de 5 % et moins de 10% des droits de vote

O - 120 : Actionnaires détenant plus de 10 % des droits de vote

### O - 200 : LIEN D'APPARENTE – AVAL

O - 210 : Les entreprises financières et non financières entrant dans le périmètre de consolidation

O - 220 : Les entreprises dans lesquelles l'établissement détient une fraction de capital supérieure à 10% et qui ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation

O - 300 : ADMINISTRATEURS DIRIGEANTS ET SALARIES EXERÇANT DES RESPONSABILITES EFFECTIVES DANS LA MARCHE DE L'ETABLISSEMENT AINSI QUE LES MEMBRES PROCHES DE LEUR FAMILLE

## DEFINITION ET OBSERVATIONS

Les établissements de crédit doivent être en mesure d'identifier l'ensemble des opérations effectuées avec les apparentés. La ventilation demandée porte sur les catégories suivantes :

### 1 ☐ L'amont :

Font partie de l'amont les personnes physiques ou morales détenant, directement ou indirectement, au moins 5% des droits de vote. La distinction entre celles détenant entre 5 et 10% et celles détenant plus de 10% doit être effectuée.

### 2 ☐ L'aval :

a) Font partie de l'aval, les entreprises financières et non financières entrant dans le périmètre de consolidation, qu'elles soient consolidables par intégration (globale ou proportionnelle) ou par mise en équivalence.

Le périmètre de consolidation est constitué par les sociétés sous contrôle exclusif, conjoint ou sous influence notable de l'entreprise mère.

Le périmètre de consolidation est unique ; c'est celui de l'entreprise mère. En conséquence, lorsque l'établissement est inclus dans le périmètre de consolidation de l'entreprise mère, l'aval doit s'entendre de l'ensemble des entreprises consolidées par l'entreprise mère. Les entreprises faisant donc partie du périmètre de consolidation de l'entreprise mère et n'ayant aucun lien de capital avec l'établissement, sont considérées comme faisant partie de l'aval.

Les personnes faisant partie à la fois de l'amont et de l'aval sont considérées comme amont. La notion d'amont est donc exclusive de la notion d'aval.

b) Font également partie de l'aval, les personnes morales dans le capital desquelles l'établissement détient, directement ou indirectement, une fraction de capital supérieure à 10% et qui ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation de l'établissement.

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p><b>3)-</b> Les administrateurs, les dirigeants et les salariés de l'établissement qui exercent des responsabilités effectives dans la marche dudit établissement, ainsi que les membres proches de leur famille.</p>

**P - RESEAU**

P - 100 : BANQUES AFFILIEES AU MEME RESEAU QUE L'ETABLISSEMENT ASSUJETTI

P - 200 : SOCIETES DE FINANCEMENT CONTROLEES PAR CES BANQUES

P - 300 : SOCIETES DE CAUTIONNEMENT MUTUEL AFFILIEES AU RESEAU

P - 400 : CLIENTELE FINANCIERE CONTROLEE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT APPARTENANT AU RESEAU

P - 500 : CLIENTELE NON FINANCIERE CONTROLEE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT APPARTENANT AU RESEAU

DEFINITION ET OBSERVATIONS
Les établissements de crédit dotés d'un organe central doivent distinguer les opérations faites avec les contreparties susvisées.

**Q - COTATION DES TITRES**

Q - 100 : TITRES COTES

Q - 200 : TITRES NON COTES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les établissements de crédit doivent ventiler les titres détenus en portefeuille entre les titres cotés et les titres non cotés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Sont considérés comme cotés, les titres admis à la cote officielle sur un marché réglementé. Un marché réglementé est un marché d'instruments financiers figurant sur une liste arrêtée par les autorités de tutelle où est situé le siège statutaire de l'organisme qui assure les négociations. Au Maroc, la Bourse des Valeurs de Casablanca est un marché réglementé.</li><li>• Les titres ne répondant pas à la définition ci-dessus sont à classer dans la catégorie "Titres non cotés".</li></ul>

## R - NATURE DU TITRE

### R - 300 : TITRES DE PROPRIETE

R - 310 : Actions (autres que les parts et actions d'OPCVM)

R - 311 : actions propres

R - 312 : autres actions

R - 320 : Parts et actions d'OPCVM

R - 321 : Parts et actions d'OPCVM actions

R - 322 : Parts et actions d'OPCVM monétaire

R - 323 : Parts et actions d'OPCVM obligataire

R - 324 : Parts et actions d'OPCVM diversifié

R - 330 : Parts de fonds de placements collectifs en titrisation

R - 390 : Autres titres de propriété

DEFINITION ET OBSERVATIONS
Les établissements de crédit doivent ventiler leur portefeuille-titres selon le plan d'attribut ci-dessus.



**S - SUPPORT DES VALEURS DONNEES ET RECUES EN PENSION**

S - 100 : EFFETS REPRESENTATIFS DE CREDITS MOBILISABLES

S - 200 : BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES

S - 300 : AUTRES TITRES DE CREANCE NEGOCIABLES

S - 400 : AUTRES VALEURS

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Les établissements de crédit doivent être en mesure d'identifier et de renseigner, suivant le plan ci-dessus, les supports de valeurs données ou reçues en pension.</p>

**T - NATURE DU TAUX**

T - 100 : TAUX FIXE

T - 200 : TAUX VARIABLE FIXE A PRIORI

T - 300 : TAUX VARIABLE FIXE A POSTERIORI

**DEFINITION ET OBSERVATIONS**

Les emplois et ressources doivent être ventilés entre taux fixe et taux variable fixé a priori ou a posteriori.

**Les taux fixes**

Sont ceux fixés dès le départ ; ils ne sont pas susceptibles de varier.

**Les taux variables fixés a priori ou révisables**

Ces taux varient à intervalle régulier, suivant une périodicité définie, en fonction de la variation d'un indice de référence choisi dès l'origine (par exemple le taux de base bancaire). Le taux est fixé en début de chaque nouvelle période et demeure valable jusqu'à la fin de cette période. A l'intérieur d'une période, le taux est donc fixe.

**Les taux variables fixés a posteriori (postdéterminés) ou variables**

Ces taux présentent la particularité, par rapport aux taux révisables, de n'être connus qu'à la fin de la période. Par exemple, le taux moyen du marché monétaire du mois de mars, qui est la moyenne des taux moyens pondérés journaliers de cette période, ne sera connu que le 1<sup>er</sup> avril.

## U - NATURE DE SWAPS

U - 100 : SWAPS CAMBISTES OU DE CHANGE

U - 200 : SWAPS FINANCIERS DE DEVICES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
Ces attributs sont définis dans la section 5 "Opérations sur produits dérivés".

## V – PLAN DES ATTRIBUTS

### V - 100 : CREANCES IRRÉGULIERES

DEFINITION ET OBSERVATIONS
<p>Sont considérées comme créances irrégulières, les créances qui présentent les critères de classification des créances en souffrance, mais qui sont intégralement couvertes par les garanties suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les dépôts de garantie ;</li><li>- les garanties reçues de l'Etat ou de la Caisse Centrale de Garantie, homologuées par l'Etat ;</li><li>- les garanties reçues des fonds et institutions marocaines de garantie des crédits assimilées à celles de l'Etat ;</li><li>- le nantissement de titres émis ou garantis par l'Etat ;</li><li>- le nantissement de comptes à terme ouverts auprès de l'établissement de crédit lui-même ou de bons de caisse ou de titres de créance émis par lui.</li></ul>